

La formule « Moscou, troisième Rome » et le problème des nationalités en Union soviétique

par Bernard DUPUY

« Sache-le, homme pieux : tous les empires chrétiens se sont écroulés, un seul reste debout conformément aux livres des prophètes, c'est celui des Russes. Car deux Rome sont tombées, mais la troisième reste debout et il n'y en aura pas de quatrième ». C'est, on le sait, en ces termes que le moine Philothée de Pskov, après la prise de Constantinople par les Turcs, s'adresse au futur tsar Ivan IV.

Mais de nombreuses questions touchant le sens et la portée de cette lettre continuent d'agiter les esprits. Elles ont été soulevées de nouveau en 1957 en Union soviétique lors de la réédition en Allemagne de l'ouest de la remarquable monographie sur ce thème, que nous devons à Hildegard Schaefer¹. En 1960, un spécialiste connu des sectes judaïsantes en Russie, J.S. Lourié, déclarait que Hildegard Schaefer n'avait pas tenu compte des recherches soviétiques pourtant indiquées par elle-même dans sa bibliographie mise à jour et complétée et il reprochait à l'auteur de n'avoir pas amendé son texte de 1929. Lourié témoignait de l'amplitude des travaux publiés tant en Russie qu'à l'étranger. Tous ceux-ci insistent sur le caractère politique de la lettre au Tsar et du thème « Moscou, troisième Rome » dont Hildegard Schaefer a fait ressortir pour sa part les origines religieuses.

La date de la lettre de Philothée est aussi objet de discussion. En 1962, un historien britannique, N. Andreyev, proposa de faire remonter celle-ci autour de l'année 1500 alors que la majorité des spécialistes s'en tiennent aux années 1510-1520. Aujourd'hui la plupart des historiens soviétiques veulent voir en Philothée lui-même l'instigateur des visées impérialistes de l'État russe, mais N. Andreyev pense que le thème « Moscou, troisième Rome » se présentait chez l'auteur de la lettre comme une vision de caractère religieux et eschatologique, comme un thème spirituel, sans rapport aucun avec l'élévation ultérieure d'Ivan IV au rang de « Tsar de toutes les Russies ». Certes, la théorie de la troisième Rome est venue avec le temps prêter au pouvoir grandis-

1. Hildegard Schaefer, *Moskau, das dritte Rom. Studien zur Geschichte der politischen Theorien in der slavischen Welt*, Hambourg, éd. Walter de Gruyter 1929 ; rééd. Darmstadt, éd. Hermann Geuthner 1957.

sant de Moscou l'appui de l'autorité religieuse mais, au ^{xvi}^e siècle, elle n'aurait jamais été considérée comme une théorie politique conçue et développée au bénéfice de l'État moscovite.

Léon Poliakov s'est efforcé récemment de montrer la permanence de ce débat jusque chez les politologues soviétiques contemporains, prouvant par là qu'aucune histoire n'est indépendante de présupposés². Il s'appuie sur une intéressante étude consacrée à l'historiographie russe, due à un auteur ukrainien, Borys Krupnyskyj, « L'idée de la troisième Rome chez les historiens russes », étude qui est traduite à la fin de l'ouvrage et qu'il nous suffira de résumer.

Les historiens considèrent habituellement que l'idée de l'Empire russe a germé bien avant sa naissance, à savoir dans la Rus' kiévienne. Cette thèse a trouvé son expression classique chez le grand historien du ^{xix}^e siècle, Karamzine, dans son *Histoire de l'Empire russe*³. Elle a été reprise ensuite par toute l'école historique russe. Dans l'étatisation de la Russie, il y aurait eu une transition graduelle de Kiev à Moscou. Kiev aurait été le premier centre de l'État, qui passa ensuite à Vladimir, à Souzdal', à Moscou et à Saint-Petersbourg pour revenir finalement en 1917 à Moscou. A travers les époques moscovite et petersbourgeoise, la structure autocratique de l'État se forma peu à peu en puisant à l'héritage idéologique kiévien et conduisant à la création de l'Empire russe.

Dans ses célèbres recherches sur l'évolution de la pensée historique russe, Paul Milioukov a fait observer que les vues de Karamzine, lorsqu'elles avaient été exprimées en 1816, n'étaient aucunement nouvelles⁴. Elles avaient été forgées déjà par les auteurs moscovites du ^{xvi}^e siècle et développées, bien avant Karamzine, par les historiens russes du ^{xviii}^e siècle, en particulier Tatitchev. On avait besoin de présenter les Tsars de Moscou comme les héritiers de Byzance. Byzance étant tombée, Moscou apparaissait tout naturellement comme une candidate potentielle à la relève de l'Empire d'Orient. Quelques faits d'histoire contemporaine comme la mariage d'Ivan III avec Sophie, nièce du dernier empereur byzantin Constantin XII Paléologue, et l'introduction progressive des méthodes administratives byzantines permettaient d'accréditer ces idées. Mais elles ne s'imposèrent vraiment que lorsque le prince Ivan IV, en 1547, accomplit l'acte décisif en s'attribuant le titre de Tsar (César).

La prétention de Moscou à l'héritage de Byzance n'allait cependant pas de soi car elle était indirecte et elle supposait que les référen-

2. Léon Poliakov, *Moscou, Troisième Rome. Les intermittences de la mémoire historique*, coll. « La force des idées », Paris, éd. Hachette 1989, 186 pages.

3. N.M. Karamzine, *Istorija gosudarstva rossijskago*, onze volumes, 1816-1824. Traduction française par Saint-Thomas et Jauffret, *Histoire de l'Empire de Russie*, Paris, douze volumes, 1819-1829.

4. Voir Paul Milioukov (avec la collaboration de Ch. Seignobos et L. Eisenmann), *Histoire de la Russie*, 3 volumes, Paris, éd. E. Leroux, 1932-1933.

ces historiques à Byzance aient été établies autrefois à Kiev. Or celles-ci faisaient défaut. D'autre part, quand Ivan IV se déclara « Tsar de toutes les Russies », sa prétention pouvait paraître exorbitante car toute la partie méridionale du pays, correspondant à l'ancienne Rus', échappait à son pouvoir. Après lui, les Tsars visèrent sans cesse à dominer cette immense région qui gardait sa capitale à Kiev. Mais Ivan IV avait peu souci de la légitimité kiévienne. Lorsqu'il se fit couronner, il réussit à obtenir du patriarche de Constantinople une charte confirmant ses droits « en tant qu'héritier de la princesse byzantine Anne, veuve de Vladimir »⁵. La légende de la couronne du prince Vladimir Monomaque, censée avoir été envoyée par l'empereur Constantin Monomaque, fut alors inventée et invoquée comme preuve de la succession de Byzance. Une légende plus belle et plus controuvée encore, celle d'après laquelle les princes de Moscou descendraient de Pruss, frère de l'empereur Auguste, vint apporter un titre direct et encore plus prestigieux au Tsar, car elle remontait plus haut encore dans le temps, en deçà même de Byzance !

Mais les historiens russes ne pouvaient accrédi ter ces légendes de l'époque d'Ivan IV et ils s'en tinrent simplement à la thèse, qui leur devint si chère, selon laquelle l'État de Kiev avait été le point de départ de l'État russe. Le passé kiévien abondait d'ailleurs en mythes de l'État. Car c'est bien en connexion avec Kiev, en s'appuyant sur Kiev, que la Russie a pu conférer au Tsar une valeur mystique. Sans l'idée du Tsar, Moscou serait peut-être demeurée une modeste principauté, incapable d'unifier sous sa direction les vastes territoires de l'Europe centrale et orientale.

L'importance de Kiev pour les Moscovites était donc symbolique. Elle ne fut jamais ni économique ni géographique. Elle tenait à sa position de source. Kiev leur servait de lien généalogique avec la deuxième et même avec la première Rome. Un exemple fameux en fournit la preuve. L'historien patriotique et mystique Pogodine a publié en 1856 une monographie fantasmagorique d'après laquelle des Grands-russiens seraient allés s'installer continûment en nombre à Kiev du x^e au xii^e siècle⁶. Et quant survint l'invasion mongole, ils se seraient enfuis vers le Nord et c'est alors qu'ils auraient été remplacés dans la patrie kiévienne par de nouveaux venus, des « Ukrainiens », originaires des régions carpathiques. Le fait que cette théorie fit fortune ne lui retirait pas son caractère inouï. Aussi un autre historien russe, Soboleski, la corrigea en affirmant que, malgré les Mongols, les Grands-russiens s'étaient maintenus à Kiev jusqu'au xvi^e siècle. L'histoire correspondait désormais à la légende. La Rus' devenait pleinement « russe ».

Les historiens russes ont fini par faire moisson de tout ce faisceau de légendes. On retrouve les idées de Pogodine chez des maîtres aussi

5. Sur ce point, cf. *Istina* XXXIII (1988), p. 115, note 7.

6. Cf. Pogodine, *Izledovanija zcmécanije i leksii*, 7 volumes, 1846-1859.

prestigieux que Soloviev⁷, Klutchevski⁸ et Platonov⁹ et il a fallu attendre l'époque contemporaine pour qu'elle soit enfin mise en cause.

L'œuvre monumentale de l'historien ukrainien Mykhailo Hruchevskyj a consacré paradoxalement en Ukraine même la thèse grand-russe¹⁰. En 1904, ce grand savant écrivait en effet dans le volume I des *Études slaves*, publiées par l'Académie des Sciences de Saint-Petersbourg, un article intitulé « Le plan usuel de l'histoire russe et la question de la structure rationnelle de l'histoire des Slaves de l'Est ». Hruchevskyj mettait en évidence l'erreur historique qui consiste à faire provenir les lois moscovites des XIII^e et XIV^e siècles de celles de l'État de Kiev. Moscou n'a jamais repris l'héritage juridique de la période kiévienne. Les lois et la culture anciennes de Kiev sont devenues peu à peu « ukrainiennes » et les coutumes des principautés de Vladimir-Souzdal et de Moscou ont toujours été celles des Grands-russiens. Jamais leurs lois n'ont constitué une continuation de celles de l'État de Kiev, lequel donna naissance au XIII^e siècle, en revanche, à la symbiose de Galacie-Volhynie et ensuite à la symbiose polono-lituanienne, qui a gouverné toute l'Ukraine.

Mais, tout en rejetant la thèse de la continuité entre l'État kiévien et l'État moscovite, Hruchevskyj confirmait le rôle inspirateur de la « période kiévienne ». La fiction se maintenait au plan idéal. Certes, on ne soutenait plus que les princes de Kiev avaient émigré dans les régions septentrionales et transplanté sur le sol grand-russien leurs formes politiques ainsi que les lois et la culture issues de l'antique Rus', mais on gardait l'image de l'époque kiévienne comme origine de l'histoire nationale russe. Tout se passe comme si « l'idée russe » pouvait continuer de résulter de la vision de « Kiev, mère des villes russes ».

La position conservatrice de Hruchevskyj fut cependant revue par l'historien russe Presniakov. Ce dernier, disciple de Platonov, considère l'État grand-russien comme ayant commencé dès le XII^e siècle. Il voit en lui une grande création slave, de sorte que l'hypothèse de l'apport ukrainien peut être réduite ou même effacée¹¹. Son grand ouvrage, *La formation de l'État grand-russien*, publié à Léninegrad en 1929, sert actuellement de référence aux historiens lituaniens et biélorusses.

Or, sous Staline, les historiens soviétiques ont remis en avant l'importance de la période kiévienne au point que Presniakov, sous la pres-

7. S.M. Soloviev, *Istoria Rossii s drevnejsikh vremen*, 29 volumes, 1851 et suivantes.

8. B. Klutchevsky, *Histoire de Russie*, Paris, éd. Gallimard 1956.

9. Cf. S. Platonov, *Histoire de la Russie des origines à nos jours*, Paris, éd. Payot 1929.

10. Mykhailo Hruchevskyj, *Istoriia Ukraïny-Rusi*, tomes I à III, 2^e édition, Lviv 1904-1905. Traduction anglaise abrégée, *A History of Ukraine*, New Haven, Yale University Press 1941. Édition française : *Abrégé de l'histoire de l'Ukraine*, Paris, éditions Giard 1920.

11. A.E. Presniakov, *Obrazovanie velikorusskago gosudarstva (La formation de l'État grand-russe)*, 1917.

sion du chef de l'école historique soviétique Mikhaïl Pokrovski, fut lui-même contraint dans ses leçons universitaires de revenir au fameux « plan usuel ». La Grande-Russie a repris alors sa place dominante, qui doit intégrer l'histoire de l'Ukraine et de la Biélorussie. Tout se passe comme si l'historiographie imposait sa loi à l'histoire, aujourd'hui comme à l'époque des Tsars, comme au temps du moine Philothée. La thèse est mise au service de la constitution soviétique, qui accorde à l'Ukraine et à la Biélorussie un statut de républiques fédérées, de façon à leur conférer une parité théorique avec la Grande-Russie. Les nationalités ukrainienne et biélo-russe ont été intégrées dans un peuple pan-russe, idée nécessaire tout autant que fictive. Cette politique conduit au nivellement des différences nationales au profit de l'État et elle constitue la base de la politique soviétique. L'histoire ukrainienne ne constitue plus qu'un épisode tandis que celle de la Biélorussie est purement et simplement escamotée. Au XVI^e siècle, la première et la deuxième Rome n'intéressaient la Moscovie que dans la mesure où elles constituaient des fondements pour la troisième Rome¹². Il n'en va pas différemment aujourd'hui au moment où l'État soviétique voit le problème des nationalités revenir sur le devant de la scène. Et l'Église russe redevient étroitement dépendante de la politique de l'État, à laquelle elle peut même, à l'occasion, servir de garantie.

On comprend que, dans ces conditions, les historiens soviétiques aient pu ces derniers temps trouver intérêt de nouveau à l'idée messianique de « Moscou, troisième Rome » et capitale de tous les Slaves. Ils ont abandonné l'idée primitive, héritée de Byzance, de la Rome, « image temporelle des réalités éternelles ». Mais le slogan de « Moscou, troisième Rome » garde sa portée et sa charge affective dans la sécularisation du thème eschatologique initial.

12. Une remarquable étude a été rédigée par N. Tchaev, « Moscou, troisième Rome, dans la pratique politique du gouvernement russe du XVI^e siècle », parue dans les *Istoritcheskije Zapiski* (Mémoires historiques) de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., t. XVII, Moscou 1945, pp. 3-23. Elle a été présentée par M. de Taube dans *Russie et chrétienté*, cahier n° 3-4, 1948 (éditions Istina), pp. 17-24.